

Analyse des effets de la finance participative sur l'inclusion financière : Une revue de littérature

Analysis of the effects of participatory finance on financial inclusion: A literature review

Chrifa NOUAITI, (Doctorante)

Laboratoire de recherche en finance, Comptabilité, Gestion et système d'information et Aide à la décision.

*Ecole Nationale de Commerce et de Gestion -Settat
Université Hassan1er de Settat, Maroc.*

Said EL MEZOUARI, (Enseignant-Chercheur)

Laboratoire de recherche en finance, Comptabilité, Gestion et système d'information et Aide à la décision.

*Ecole Nationale de Commerce et de Gestion -Settat
Université Hassan1er de Settat, Maroc.*

Adresse de correspondance :	Université Hassan 1 er / ENCG - SETTAT Route de Casablanca Université Hassan 1er Maroc (Settat) BP 577.
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	NOUAITI, C., & EL MEZOUARI, S. (2023). Analyse des effets de la finance participative sur l'inclusion financière : Une revue de littérature: Taxation from all its angles. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 4(6-1), 78-94. https://doi.org/10.5281/zenodo.10207945
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: September 26, 2023

Accepted: November 26, 2023

Analyse des effets de la finance participative sur l'inclusion financière : Une revue de littérature

Résumé :

Cet article examine le rôle de la finance participative dans l'avancement de l'inclusion financière au Maroc, un sujet crucial pour le développement économique du pays. Malgré l'importance reconnue de l'inclusion financière pour stimuler la croissance et réduire les inégalités, les interactions spécifiques avec la finance participative n'ont pas été suffisamment explorées dans la littérature existante. L'article fournit une analyse détaillée de l'impact de la finance participative sur l'inclusion financière, mettant en lumière ses effets bénéfiques, notamment pour les PME marocaines qui font face à des défis dans l'accès au financement. La finance participative, avec ses principes éthiques et collaboratifs, offre une solution prometteuse pour ces entreprises.

L'étude va au-delà de l'analyse de la simple interaction entre finance participative et inclusion financière, en soulignant comment les principes fondamentaux de la finance participative peuvent influencer positivement l'économie marocaine. Elle propose un modèle conceptuel innovant qui décrit la relation complexe entre ces deux domaines. Ce modèle, fondé sur des hypothèses bien définies, sert de cadre pour comprendre les mécanismes sous-jacents à cette relation. Ainsi, l'article comble un vide important dans la recherche actuelle et offre une perspective holistique sur la manière dont la finance participative peut contribuer à l'inclusion financière et au développement économique au Maroc.

Mots clés : Finance participative, Inclusion financière, Déterminants, PME, Développement économique, Approches éthiques et collaboratives.

Classification JEL : G2

Type de l'article : Article théorique.

Abstract:

This article investigates the role of participative finance in advancing financial inclusion in Morocco, a crucial subject for the country's economic development. Despite the recognized importance of financial inclusion in stimulating growth and reducing inequalities, the specific interactions with participative finance have not been sufficiently explored in the existing literature. The article provides a detailed analysis of the impact of participative finance on financial inclusion, highlighting its beneficial effects, especially for Moroccan SMEs facing challenges in accessing finance. Participative finance, with its ethical and collaborative principles, offers a promising solution for these businesses.

The study goes beyond analyzing the mere interaction between participative finance and financial inclusion, emphasizing how the fundamental principles of participative finance can positively influence the Moroccan economy. It proposes an innovative conceptual model that describes the complex relationship between these two areas. This model, based on well-defined hypotheses, serves as a framework for understanding the underlying mechanisms of this relationship. Thus, the article fills a significant gap in current research and offers a holistic perspective on how participative finance can contribute to economic development and financial inclusion in Morocco.

Keywords: Participative Finance, Financial Inclusion, Determinants, SMEs, Economic Development, Ethical and Collaborative Approaches.

JEL Classification: G2

Paper type: Theoretical Research

1. Introduction

À l'ère de la globalisation financière, l'inclusion financière s'établit comme un pilier incontournable du développement économique et de la réduction de la pauvreté. Selon la Banque mondiale et l'Alliance for Financial Inclusion, cette notion multidimensionnelle englobe l'accès et l'usage efficace d'une variété de produits et services financiers abordables, allant des transactions et paiements à l'épargne, aux prêts et aux assurances. Elle ne se limite pas seulement à la disponibilité de ces services, mais met également l'accent sur leur accessibilité en termes de coûts et de proximité, leur qualité, leur pertinence et leur utilisation réelle par les individus et les entreprises. Dans le contexte marocain, où l'expansion de l'inclusion financière représente une priorité nationale, la finance participative, souvent envisagée à travers le prisme de la finance islamique, pourrait jouer un rôle significatif pour combler les lacunes existantes. Cette étude ambitionne de combler un vide dans la littérature académique en explorant en profondeur l'impact de la finance participative sur l'inclusion financière, tout en offrant des perspectives qui pourraient guider les futures initiatives et politiques dans ce domaine.

Des études récentes ont examiné la relation entre la finance participative et l'inclusion financière, des études réalisées ont jeté les bases de la compréhension des dynamiques de la finance participative. Leurs travaux ont mis en lumière les caractéristiques et les performances de la finance islamique dans divers contextes politiques et économiques (G. A. Ahmed, 2007; Nouman & Ullah, 2023). En outre, les recherches de Zins & Weill (2016) sur les déterminants de l'inclusion financière dans le contexte africain ont fourni un aperçu crucial de la manière dont des facteurs tels que le genre, l'éducation, et le revenu influencent l'inclusion financière. Une étude récente de Daud (2023) a montré l'importance de la digitalisation dans le renforcement de l'inclusion financière qui a un impact considérable sur la croissance économique à long terme (Daud, 2023; Kabikissa, 2020). Cependant, un écart théorique persiste, notamment en ce qui concerne l'interaction spécifique entre la finance participative et l'inclusion financière dans le contexte marocain. Notre étude vise à combler ce manque en explorant de manière approfondie les liens et les impacts de la finance participative sur l'inclusion financière, en se basant sur les fondements établis par ces études préexistantes.

La littérature existante sur la finance participative et l'inclusion financière est à la fois riche et diversifiée, couvrant une gamme de perspectives théoriques et empiriques. Les études antérieures ont principalement mis l'accent sur les principes fondamentaux de la finance islamique, tels que le partage des risques et des profits, en tant que mécanismes pour promouvoir l'inclusion financière. Cependant, peu d'entre elles ont examiné en profondeur le potentiel des modèles financiers participatifs pour favoriser une plus grande inclusion financière dans des contextes spécifiques, comme celui du Maroc. De plus, la plupart des études se sont concentrées sur l'impact macroéconomique de la finance participative, laissant une lacune significative en ce qui concerne son influence sur les segments vulnérables de la population et les petites et moyennes entreprises. Dans ce contexte, notre recherche aspire à fournir un éclairage plus ciblé sur la manière dont la finance participative peut contribuer à l'inclusion financière, notamment en période de crises économiques comme celle induite par la pandémie de Covid-19.

Malgré l'abondance de la recherche sur la finance participative et l'inclusion financière en tant que domaines distincts, il existe un écart notable dans la littérature qui examine le lien entre les deux, surtout dans le contexte marocain. Ce manque est non seulement théorique, mais aussi pratique. Du point de vue théorique, peu d'études se sont concentrées sur la manière dont les principes et les pratiques de la finance participative peuvent être mobilisés pour renforcer l'inclusion financière. En ce qui concerne l'aspect pratique, bien que plusieurs initiatives aient été prises pour améliorer l'inclusion financière à l'échelle mondiale et nationale, peu ont exploré

le potentiel de la finance participative comme outil pour atteindre cet objectif. Ce gap théorique et pratique soulève des questions sur l'efficacité des modèles de finance participative actuels dans la promotion de l'inclusion financière, ainsi que sur les opportunités inexploitées dans ce domaine. Notre étude vise donc à combler cette lacune en fournissant des analyses empiriques et des recommandations fondées sur le cas du Maroc.

La problématique centrale de cette étude réside dans le manque d'analyses approfondies sur l'interaction entre la finance participative et l'inclusion financière, en particulier dans le contexte marocain. Alors que chacun de ces domaines a été l'objet d'études séparées, leur intersection demeure largement inexplorée. Notre objectif principal est donc de combler ce vide en examinant les effets de la finance participative sur l'inclusion financière au Maroc. Pour y parvenir, nous employons une revue de la littérature méthodique pour identifier, évaluer et synthétiser les études pertinentes. Cette revue vise ainsi à offrir un éclairage novateur sur cette relation complexe et à proposer des recommandations pratiques pour les décideurs politiques, les institutions financières et les chercheurs.

Le présent article est organisé de manière à offrir une compréhension complète de l'impact de la finance participative sur l'inclusion financière, spécifiquement dans le contexte marocain.

Notre méthodologie de recherche pour examiner les effets de la finance participative sur l'inclusion financière se concentre principalement sur une revue de littérature systématique. En définissant clairement le problème de recherche et en établissant des critères d'inclusion et d'exclusion précis, nous avons exploré des publications pertinentes dans les bases de données Scopus et Elsevier, ainsi que sur Google Scholar, en utilisant des mots-clés tels que 'Finance participative', 'Inclusion financière', et 'Finance islamique'. Notre objectif est d'offrir une compréhension approfondie de cette relation, en particulier dans le contexte marocain, en effectuant une analyse en trois phases : l'examen initial, la catégorisation thématique et l'intégration dans des cadres théoriques plus vastes.

L'article est structuré comme suite, la section 2 présente une revue de littérature détaillée, qui se divise en deux sous-sections : l'inclusion financière et la finance participative, chacune abordant les définitions et les déterminants ou dimensions correspondantes. La section 2.3 explore ensuite la relation entre ces deux concepts, en mettant un accent particulier sur leurs effets sur divers groupes sociaux et contextes, y compris la période de la crise de la Covid-19. La section 4 présente les résultats obtenus et englobe une discussion autour de ces résultats, et enfin, la section 5 conclut l'article en énumérant les limites de notre étude, ainsi que les implications théoriques et pratiques de notre recherche.

2. Revue de littérature :

L'inclusion financière et la finance participative représentent deux des concepts les plus débattus et pertinents dans le domaine financier contemporain. Alors que l'inclusion financière vise à garantir l'accès et l'usage des services financiers pour tous, en particulier pour les populations non bancarisées et vulnérables, la finance participative, s'inspirant de principes éthiques et de partage des risques, s'est établie comme une alternative crédible aux systèmes financiers conventionnels. La convergence de ces deux domaines soulève des questions essentielles : la finance participative peut-elle réellement être un vecteur d'inclusion financière ? Si oui, comment, et avec quels impacts sur les individus et les entreprises ? Dans cette section, nous explorerons les fondements théoriques de chacun de ces concepts, ainsi que les interrelations entre la finance participative et l'inclusion financière, en mettant l'accent sur leurs implications pour les individus, les entreprises et les contextes de crise tels que la pandémie de Covid-19.

2.1. Inclusion financière : définitions et déterminants

2.1.1. Définition de l'inclusion financière :

L'inclusion financière, un pilier central du développement économique et de la réduction de la pauvreté, est définie de diverses manières à travers différentes institutions et érudits. Selon la Banque mondiale (2021), l'inclusion financière fait référence à la capacité des personnes et des entreprises à bénéficier d'une variété de produits et services financiers (comme les transactions, les paiements, l'épargne, les prêts et les assurances). Ces services doivent être non seulement abordables et pertinents, mais également adaptés à leurs besoins, tout en étant offerts par des fournisseurs dignes de confiance et agissant de manière responsable. Pour l'Alliance for Financial Inclusion, (2010), elle est envisagée comme une notion multidimensionnelle, mettant l'accent sur l'accessibilité en termes de coûts et de proximité, la qualité, l'efficacité, et l'utilisation réelle des services par les clients.

De son côté, l'United Nations Capital Development Fund, (2006) met l'accent sur l'accès à une variété de services financiers à un coût raisonnable pour tous, précisant que l'essence de l'inclusion financière n'est pas nécessairement l'utilisation de tous les services disponibles, mais plutôt l'option de les choisir. Une perspective similaire est partagée par l'UNCDF, qui souligne l'importance de l'accès à divers services fournis par des institutions réglementées et durables.

Dans une approche plus académique, Guérineau & Jacolin (2014) mettent en évidence la complexité de l'inclusion financière dans les pays en développement, identifiant l'inclusion comme une dimension majeure de l'approfondissement financier face aux faibles taux de bancarisation et aux défis d'accès au crédit pour les PME.

Au Maroc, l'inclusion financière englobe plusieurs dimensions, notamment l'accès, la qualité, l'utilisation, et le bien-être associés aux services financiers. Ces perspectives, bien que différentes, convergent vers l'idée que l'inclusion financière transcende la simple disponibilité des services et doit considérer leur accessibilité, pertinence, efficacité et impact positif sur les individus et les entreprises (Bank Al-Maghreb, 2023).

Bank Al-Maghrib a adopté une approche multidimensionnelle pour renforcer l'inclusion financière au Maroc. Cette stratégie s'articule autour de six axes principaux. Premièrement, elle vise à améliorer la bancarisation, augmentant ainsi l'accès des citoyens aux services bancaires. Deuxièmement, un accent particulier est mis sur le soutien aux Très Petites et Moyennes Entreprises (TPME), en facilitant leur accès au financement bancaire, compte tenu de leur rôle vital dans l'économie. Troisièmement, le développement du secteur du micro-crédit est encouragé pour étendre les services financiers aux segments les plus marginalisés de la société. Quatrièmement, la banque s'efforce de favoriser la concurrence et la protection de la clientèle, assurant ainsi des services financiers équitables et transparents. Cinquièmement, une importance particulière est accordée à la promotion de l'éducation financière, un élément clé pour améliorer la compréhension financière des Marocains. Enfin, la mise en place d'indicateurs de mesure est cruciale pour évaluer l'efficacité et l'impact de ces initiatives, permettant un suivi et une évaluation rigoureux des progrès réalisés dans l'amélioration de l'inclusion financière au Maroc (Bank Al-Maghreb, 2023).

2.2. Déterminants de l'inclusion financière :

L'inclusion financière, un concept clé pour le développement économique durable, s'est enrichie de diverses recherches qui se sont penchées sur ses déterminants. Selon Guérineau & Jacolin (2014), ces déterminants peuvent être regroupés en trois catégories principales : les facteurs d'offre, les facteurs de demande, et les facteurs institutionnels qui ne sont pas spécifiquement liés au secteur financier. Abbes (2022) quant à lui, a exploré les données du « Global Findex 2017 », et a mis en avant l'importance de cinq caractéristiques socio-économiques des individus

en matière d'inclusion financière dans la région MENA : le genre, l'âge, le niveau d'éducation, le niveau de vie et le statut d'emploi.

En poursuivant cette exploration, Sanderson et al. (2018) ont étudié les déterminants de l'inclusion financière au Zimbabwe. Leur recherche a révélé que des facteurs tels que l'âge, l'éducation, la littératie financière, le revenu et la connectivité Internet sont positivement liés à l'inclusion financière. À l'inverse, les exigences documentaires pour ouvrir des comptes bancaires et la distance jusqu'au point d'accès financier le plus proche ont un impact négatif. Les recommandations de cette étude mettent l'accent sur la nécessité pour le gouvernement de mettre en œuvre des politiques qui rapprochent les services financiers des citoyens, notamment par l'adoption de technologies financières telles que les banques mobiles et les agents.

Enfin, en se focalisant sur le contexte africain, Zins & Weill (2016) ont identifié que des facteurs tels que le sexe, la richesse, l'éducation et l'âge influencent favorablement l'inclusion financière, avec une importance accrue de l'éducation et du revenu. Ils soulignent que le Banking mobile suit les mêmes déterminants que le Banking traditionnel, mais notent une distinction claire entre les déterminants de la finance informelle et ceux de la finance formelle.

Ainsi, à travers ces diverses études, il est évident que l'inclusion financière est influencée par une combinaison complexe de facteurs socio-économiques et institutionnels, ce qui met en évidence l'importance d'une approche holistique pour concevoir des politiques qui favorisent une inclusion financière plus large et plus efficace.

2.3. Finance participative : définitions et dimensions

2.3.1. Définitions de la finance participative :

La thèse de Ahmed (2007) couvre le développement de la finance islamique au Soudan entre 1990 et 2005, se concentrant sur l'évaluation de l'importance du mode de financement basé sur le PLS (Profit and Loss Sharing) et, en particulier, la Musharakah. Bien que la Musharakah soit préférée en théorie par les employés bancaires, les banques soudanaises montrent une préférence pour le mode Murabahah, malgré une évolution graduelle vers la Musharakah.

La finance participative est une approche financière basée sur la Sharia, qui exclut l'usure. Elle se caractérise par un système de partage des profits et des pertes entre l'investisseur et l'entrepreneur, selon un ratio préétabli. Elle est qualifiée de "participative" car elle implique une prise de risque conjointe et un partage des bénéfices (H. Ahmed, 2011).

Pour Nouman & Ullah (2023), la finance participative est une approche de financement qui incarne la véritable essence de la banque et de la finance islamiques, fondée sur les principes de la Shari'ah et des préceptes économiques islamiques. Elle est considérée comme le mode de financement idéal, conformément à l'esprit originel des modèles de banque islamique. Néanmoins, malgré sa reconnaissance comme étant centrale à l'essence de la finance islamique, dans la pratique, les banques islamiques ont tendance à éviter ce mode de financement.

Au Maroc, la finance participative est encadrée légalement, définissant les banques participatives comme des établissements qui exercent des activités bancaires conformément à la loi islamique. Ces banques sont autorisées à offrir divers produits financiers tels que Mourabaha, Ijara, Moucharaka, Moudaraba, Salam, et Istisna'a, qui sont tous conformes à la Sharia. Les spécificités de ces produits et leur présentation au public sont réglementées par la Bank Al-Maghrib en consultation avec le Conseil supérieur des Oulémas (Bank Al-Maghreb, 2022).

En résumé, la finance participative, également connue sous le nom de finance islamique, est un système financier qui fonctionne selon les principes de la Sharia, en se basant principalement sur le partage des profits et des pertes entre les parties. Elle exclut l'usure et promeut la justice économique et la responsabilité mutuelle entre les investisseurs et les entrepreneurs. Ses différentes modalités, comme la Mourabaha, la Ijara ou la Moucharaka, sont conçues pour

répondre à différents besoins financiers tout en respectant les principes éthiques et moraux de la Sharia.

2.3.2. Dimensions de la finance participative :

Cette section aborde les différentes dimensions qui caractérisent la finance participative. Ce modèle financier, enraciné dans les principes de la Charia, se distingue par sa complexité et sa diversité, englobant tout, de la conformité religieuse aux aspects sociaux et environnementaux. Pour mieux comprendre les mécanismes qui sous-tendent ce système, il est essentiel de prendre en compte ses multiples facettes. Nous examinerons donc dans cette section dix dimensions clés qui contribuent à l'efficacité, à l'équité et à l'inclusivité de la finance participative.

Tableau 1. Dimensions de la finance participative

Dimensions	Description	Auteurs de références
Conformité à la Charia	La conformité aux principes islamiques est le fondement de la finance participative. Les contrats, produits et transactions doivent être conformes aux directives de la Charia.	(Bitar & Madiès, 2017 ; Chatti, 2010; houssain ATTAK, 2020)
Transparence et équité	Une transparence totale entre les parties concernées est requise, notamment dans la répartition des profits et des pertes.	(Achibane & Cherkaoui, 2017; Daoud, 2013)
Types de contrats	Il existe différents types de contrats financiers participatifs tels que Mudaraba, Musharaka, Murabaha, Ijara, et d'autres, chacun avec ses propres caractéristiques et conditions.	(Anas, 2011 ; Bar-Rhout, 2018)
Risque partagé	Dans la finance participative, le risque est partagé entre l'investisseur et l'entrepreneur, conformément au principe de "Al ghum bil ghum".	(Daoud, 2013 ; Anas, 2011)
Réglementation et surveillance	Des organismes comme le Conseil supérieur des Oulémas au Maroc supervisent la conformité des opérations financières participatives à la Charia.	(Cherkaoui, 2016 ; Lakmiti & Malainine, 2021)
Éducation financière	Pour que la finance participative gagne en popularité, il est crucial de sensibiliser le public aux différents produits et services offerts, et comment ils diffèrent de la finance conventionnelle.	(Aaminou & Moutahaddib, 2017 ; Kaabachi, 2012)
Innovation et développement de produits	L'adoption de nouvelles technologies et l'innovation dans le développement de produits peuvent aider à répondre aux besoins variés des clients.	(Cieply & Le Nadant, 2016 ; RHABRA & GUERGUER, 2015)
Impact Social et environnemental	Étant donné son accent sur l'équité et le partage des risques, la finance participative a également le potentiel de contribuer de manière positive aux objectifs sociaux et environnementaux.	(Chiadmi, 2017 ; Joffre & Trabelsi, 2018)
Inclusion Financière	La finance participative peut jouer un rôle dans l'accroissement de l'inclusion financière, surtout pour ceux qui évitent les systèmes financiers conventionnels pour des raisons religieuses.	(Arunachalam & Crensil, 2020 ; Ezzahid & Elouaourti, 2021; Lajis, 2019)

Source : Auteurs

2.4. La relation entre finance participative et inclusion financière

Dans cette section, nous explorons la relation interdépendante entre la finance participative et l'inclusion financière. Alors que la finance participative représente une forme alternative de financement, elle peut également jouer un rôle important dans la promotion de l'accès équitable aux services financiers pour des populations souvent marginalisées. Cette section est structurée en quatre sous-sections distinctes qui examineront divers aspects de cette relation. La première sous-section mettra en lumière les liens fondamentaux qui unissent ces deux concepts. Ensuite, nous aborderons l'impact de la finance participative sur les individus, en particulier les familles vulnérables, suivi d'une discussion sur son rôle dans le financement des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME). Enfin, nous concluons en examinant l'importance de l'inclusion financière dans le contexte de la crise mondiale induite par la Covid-19, et comment la finance participative peut offrir des solutions pendant cette période difficile.

2.4.1. Le lien entre la finance participative et l'inclusion financière

La finance participative et l'inclusion financière représentent deux concepts fondamentaux dans le domaine de la finance moderne, et surtout dans les pays où les systèmes financiers conventionnels ont laissé d'importantes franges de la population sans accès aux services financiers. Alors que l'inclusion financière vise à offrir à tous les individus et entreprises l'accès aux instruments financiers adaptés à leurs besoins, la finance participative, ancrée dans les principes de la Shari'ah, propose des modèles de financement alternatifs basés sur le partage des risques et des profits. L'intersection de ces deux domaines suscite un intérêt croissant, notamment dans les régions où la demande pour des solutions financières conformes à la Shari'ah est forte. Cette section se penchera sur les différentes manières dont la finance participative peut influencer, renforcer ou même catalyser l'inclusion financière. Avant de plonger dans les détails des recherches et études sur ce lien, il est essentiel de comprendre les fondements théoriques et pratiques qui les unissent.

La finance participative a suscité une attention particulière en tant que mécanisme potentiel pour améliorer l'inclusion financière, en particulier dans les pays musulmans et les régions où l'exclusion des services bancaires conventionnels est influencée par des croyances religieuses. Au Maroc, cette intersection entre la finance participative et l'inclusion financière est devenue un sujet d'intérêt majeur.

Selon Abdessamad Issami (2018), l'industrie de la finance participative a effectivement contribué à l'inclusion financière au Maroc. Cette affirmation est particulièrement visible dans le secteur de l'immobilier où la finance participative a stimulé une croissance significative. Il a souligné l'afflux de clients vers cette nouvelle forme de finance, en grande partie motivé par un alignement avec leurs convictions religieuses. BENSaid & BENNIS (2022) ont évoqué l'importance du développement de la finance participative au Maroc en raison de sa position géographique stratégique entre l'Afrique et l'Europe. Ceci est renforcé par le rapport de l'agence Thomson Reuters qui souligne le potentiel de croissance de la finance islamique en Afrique, avec le Maroc en tête. Abderrahmane Lahlou (2023) insiste sur l'importance de l'éducation financière comme moyen d'améliorer l'inclusion, en particulier au Maroc. Les entreprises marocaines montrent un intérêt croissant pour la finance participative, avec environ 30% d'entre elles préférant ce mode de financement aux méthodes traditionnelles, selon une étude du Haut-commissariat au Plan (HCP) en 2020. Abderrahmane Lahlou (2023) a également mis en évidence l'importance du SymPart 23, un événement dédié à la promotion de la finance participative. L'événement offre une plate-forme pour les banques participatives et autres acteurs de présenter leurs services, sensibiliser le public et examiner les défis et opportunités du secteur. Il a également mentionné le défi actuel auquel sont confrontées les banques participatives, à savoir le déséquilibre entre les dépôts et le financement. Cet écart entrave le potentiel de croissance du secteur. Néanmoins, les indicateurs globaux montrent une dynamique

positive avec une progression annuelle de 38% en financement. En termes de contribution globale, la finance participative représente 6% du marché immobilier et vise à atteindre 5% du volume global de financement d'ici 2027 (MAP Business, 2023).

La Banque mondiale (2023) a approuvé un prêt destiné à promouvoir l'inclusion financière et numérique au Maroc. Cette initiative vise à soutenir les réformes du gouvernement marocain pour améliorer l'accès aux services financiers, en particulier pour les groupes vulnérables. Depuis 2018, l'inclusion financière est devenue une priorité pour le Maroc, avec des avancées notables, notamment une augmentation du nombre de citoyens ayant accès à un compte bancaire et à des paiements numériques. Toutefois, des défis subsistent, tels que l'écart d'accès aux services financiers entre hommes et femmes. La finance participative, en se fondant sur les principes de la Shari'ah, offre une alternative viable aux services financiers conventionnels, contribuant ainsi à l'inclusion financière. Au Maroc, cette forme de finance a montré des signes encourageants en termes de croissance et d'adoption. Toutefois, pour réaliser son plein potentiel, il est essentiel de surmonter certains défis et de continuer à éduquer et sensibiliser la population à ses avantages. Ces relations nous guident dans la formulation des hypothèses suivantes, destinées à explorer et à mieux comprendre les effets potentiels de la finance participative sur le paysage financier :

Hypothèse 1 (H .1) : *L'introduction de produits de finance participative accroît l'accessibilité aux services financiers.*

Hypothèse 2 (H .2) : *Une plus grande flexibilité des critères d'admissibilité attire davantage de segments non bancarisés.*

Hypothèse 3 (H .3) : *Les principes éthiques de la finance participative renforcent la confiance envers le système financier.*

Hypothèse 4 (H .4) : *Une confiance accrue envers le système financier entraîne une plus grande stabilité financière.*

Hypothèse 5 (H .5) : *Une augmentation de l'inclusion financière par la finance participative peut avoir un effet négatif sur le secteur informel.*

2.4.2. Impact sur les individus

L'inclusion financière, principalement à travers la finance participative, ne se limite pas à un phénomène macro-économique. Elle a un impact tangible et direct sur le quotidien des individus. C'est une porte ouverte vers l'autonomie financière, le développement personnel et l'accès à de nouvelles opportunités économiques, tout en respectant les convictions et les valeurs traditionnelles et religieuses de chacun. La possibilité pour une personne d'accéder à des services financiers qui correspondent à ses convictions renforce sa confiance dans le système financier et encourage une participation plus active à l'économie. Les retombées de cette approche ne se limitent pas uniquement à l'aspect économique, mais influent également sur l'épanouissement personnel, l'estime de soi et le sens de l'appartenance à une communauté économique. Pour mesurer réellement cet impact sur les individus, plusieurs études ont été menées, et nous allons les explorer.

L'évolution rapide des plateformes numériques et du secteur financier a été scrutée par Yasmine & Hadjer (2022), qui ont mis en lumière le rôle croissant de la Fintech et du Crowdfunding dans le financement participatif. Bien que ces outils soient en plein essor à l'échelle mondiale, l'Algérie affiche une réticence, marquée par un intérêt limité tant sur le plan des investissements que des législations. Cela soulève la nécessité d'une sensibilisation accrue en Algérie à ces innovations financières.

Parallèlement, No & Hsueh (2022) se sont penchés sur la budgétisation participative à Séoul, en Corée du Sud. Leurs travaux démontrent que les structures organisationnelles inclusives ont

un impact significatif sur l'allocation équitable des ressources, favorisant notamment les quartiers défavorisés.

Sur le continent africain, le Maroc présente une situation particulière en matière de finance participative. Selon ALAOUI (2021), bien que la finance participative gagne du terrain à l'international, l'adoption marocaine est relativement timide. L'étude révèle que si une majorité est ouverte à l'idée de rejoindre ces institutions financières, une portion conséquente de la population préfère rester avec les banques conventionnelles. Parallèlement, ELOUAHABI & DAKKOUN (2021) ont exploré les stratégies marketing des banques participatives marocaines, mettant en avant l'importance de la segmentation des consommateurs pour répondre efficacement à leurs besoins et croyances.

Dans le cadre de l'exploration de l'impact de la finance participative et de l'inclusion financière, il est essentiel d'aborder la question du paiement mobile et de la fiscalité. L'étude de NAJAB & LAJFARI (2022) sur l'inclusion financière via le paiement mobile dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19 révèle l'importance de cette technologie en tant que vecteur central de l'inclusion financière au Maroc. La crise a souligné la nécessité d'un accès accru aux services financiers pour renforcer la résilience économique face aux perturbations. Le paiement mobile, en particulier, se présente comme un outil prometteur pour promouvoir l'inclusion financière au-delà de la crise, en offrant des solutions de digitalisation accessibles. Leur analyse a identifié des opportunités significatives pour le développement de l'écosystème de paiement mobile au Maroc, tout en reconnaissant des obstacles entravant son adoption complète.

Parallèlement, l'étude de BELAHOUAOUI & ATTAK (2022) met en lumière l'effet de la pression fiscale sur la conformité fiscale des individus et, par extension, sur l'inclusion financière. Ils argumentent que des taux d'imposition élevés peuvent augmenter les coûts pour les individus et les entreprises, entravant ainsi l'épargne, l'investissement, et le travail, ce qui a un impact direct sur le potentiel des PME et, finalement, sur la croissance économique. Leurs conclusions suggèrent que la réduction de la pression fiscale pourrait favoriser l'inclusion financière en améliorant l'épargne et l'investissement, et en incitant les individus à travailler plus efficacement. Enfin, le Sénégal, représenté par DIALLO & DRAMANI (2023), montre une corrélation négative entre l'inclusion financière et les niveaux de pauvreté. Avec une emphase sur l'importance de l'accès équitable aux services financiers pour le développement, leur étude éclaire des facteurs clés associés à la pauvreté, tels que le milieu de résidence et le secteur d'activité.

Ces études, prises ensemble, mettent en évidence l'impact potentiellement transformatif de la finance participative sur les individus, soulignant à la fois ses promesses et les défis qu'elle présente.

2.4.3. Impact sur les petites et moyennes entreprises (PME)

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent le pilier de nombreuses économies à travers le monde. Elles jouent un rôle crucial dans la création d'emplois, l'innovation et la contribution à la croissance économique. Avec l'essor des technologies financières et l'adoption croissante des modèles de finance participative, il est devenu impératif d'examiner comment ces tendances influencent le paysage des PME. En particulier, la capacité des PME à accéder au financement, à se développer et à innover pourrait être largement affectée par ces nouveaux outils et méthodes financières. L'évaluation de l'impact de la finance participative sur les PME peut fournir des informations précieuses pour les décideurs, les investisseurs et les entrepreneurs eux-mêmes. Dans cette section, nous examinerons plusieurs études qui se sont penchées sur cette relation entre la finance participative et les PME.

Selon le FMI (2019), l'inclusion financière gagne en reconnaissance à l'échelle mondiale. Notamment, l'inclusion financière des PME est vitale pour la diversification et la croissance

économique. Dans des régions comme le Moyen-Orient et l'Asie centrale, malgré le poids important des PME, leur accès au financement reste limité.

Une meilleure inclusion financière des PME peut catalyser la croissance économique, la création d'emplois et renforcer la stabilité financière. Des gains de croissance jusqu'à 1% annuellement, pourraient aboutir à la création de 16 millions d'emplois d'ici 2025 dans ces régions.

Plusieurs éléments peuvent stimuler le crédit bancaire pour les PME, notamment :

- Des fondamentaux économiques solides et un secteur financier stable.
- Des éléments institutionnels tels qu'une bonne gouvernance, un accès facile aux informations sur le crédit, et des systèmes juridiques fiables.

L'innovation financière, comme la fintech, peut également améliorer l'accès au financement. Cependant, le Moyen-Orient et l'Asie centrale accusent un retard dans ce domaine. Plusieurs mesures ont été mises en place pour stimuler l'inclusion financière des PME. Toutefois, pour un accès durable et efficace au crédit, une approche holistique est nécessaire. Cette approche peut également renforcer la transparence et réduire le secteur informel.

L'inclusion financière est un enjeu crucial pour les PME dans plusieurs régions, avec des facteurs et solutions variés qui influencent la capacité des entreprises à accéder aux financements nécessaires. Selon une étude menée par NYA et al. (2022) au Cameroun, il est révélé que la décision de financer des PME par les Institutions de Microfinance (IMF) est largement influencée par des éléments tels que les garanties présentées, les caractéristiques spécifiques de ces PME, et le profil de leur dirigeant. Cela met en évidence l'importance de la fiabilité et de la solvabilité pour obtenir des financements.

Parallèlement, la région MENA, selon Ouhab-Alathamneh (2023), présente un défi unique en termes d'inclusion financière en raison d'une faible bancarisation. Toutefois, l'émergence et l'adoption croissante des crypto-monnaies offrent de nouvelles opportunités d'inclusion. L'auteur propose également d'autres solutions pour booster l'inclusion financière et adresser les enjeux spécifiques à cette région.

Au Maroc, la question de l'inclusion financière prend une tournure différente avec l'avènement de la banque participative. FARES (2023) explore comment ces banques, qui offrent des solutions financières conformes à la Shari'ah, peuvent proposer des moyens de financement innovants et adaptés aux PME, avec un accent particulier sur les solutions techniques et juridiques.

Dans les pays de l'UEMOA, MINTA & M'BAYE (2023) soulèvent une observation intéressante : l'inclusion financière, bien que bénéfique en général, semble avoir un impact négatif sur le secteur informel. Cette découverte suggère que tout effort d'inclusion financière doit être équilibré en tenant compte de ses répercussions sur l'ensemble de l'économie.

Enfin, malgré les potentialités avérées du microcrédit pour stimuler la croissance et le développement des PME, de nombreux obstacles demeurent, comme l'indique Mhamed (2022). L'accès au microcrédit reste un défi majeur pour ces entreprises, soulignant l'importance de poursuivre les efforts pour faciliter cet accès. L'inclusion financière est cruciale pour stimuler la croissance économique, la création d'emplois, et la stabilité financière, en particulier dans des régions comme le Moyen-Orient et l'Asie centrale. Plusieurs mesures peuvent être prises pour améliorer l'inclusion financière des PME, allant de la fintech à la mise en place de systèmes juridiques fiables.

3. Résultats et discussion :

La finance participative, également connue sous le nom de finance islamique ou finance conforme à la Shari'ah, s'est révélée être une avenue cruciale pour accroître l'inclusion

financière dans de nombreuses régions. La nature de cette finance, qui se base sur des principes d'équité, d'absence de spéculation et d'interdiction des intérêts, offre une alternative attrayante à ceux qui sont soit réticents à utiliser les services financiers conventionnels pour des raisons religieuses, soit en quête de méthodes de financement plus éthiques et justes.

- **Accessibilité aux services financiers** : Contrairement aux banques traditionnelles qui peuvent être restrictives en termes de garanties et de critères d'éligibilité, les institutions de finance participative tendent à être plus flexibles, permettant ainsi à un plus grand nombre d'individus et de PME d'accéder aux services financiers.
- **Attirer des segments non bancarisés** : Comme mentionné dans le contexte de la région MENA, une grande proportion de la population évite les banques conventionnelles en raison de convictions religieuses. Les solutions offertes par la finance participative peuvent potentiellement attirer ces segments vers le système financier formel, augmentant ainsi le taux d'inclusion.
- **Stabilité financière** : Étant donné que la finance participative repose sur des actifs tangibles et évite la spéculation, elle peut offrir une stabilité accrue en période de turbulence financière, renforçant ainsi la confiance des clients dans le système financier.
- **Diversité des produits** : La banque participative au Maroc, par exemple, a montré comment l'introduction de produits financiers conformes à la Sharī'ah peut compléter le portefeuille de services financiers disponibles, offrant ainsi plus de choix aux consommateurs.
- **Répercussions sur le secteur informel** : Toutefois, il est essentiel de noter que tout en augmentant l'inclusion financière, il pourrait y avoir des effets inattendus sur le secteur informel, comme observé dans l'UEMOA.

Tableau 2. Récapitulatif des effets de la finance participative sur l'inclusion financière

Effets	Résultats
Accessibilité aux services financiers	Augmentation du nombre de PME et d'individus ayant accès aux services financiers
Attirance des segments non bancarisés	Accroissement du taux d'inclusion financière dans des régions à forte population non bancarisée
Stabilité financière	Renforcement de la confiance envers le système financier
Diversité des produits	Plus de choix pour les consommateurs grâce à une gamme élargie de produits financiers
Impact sur le secteur informel	Potentiel effet négatif sur le secteur informel, nécessitant une approche équilibrée

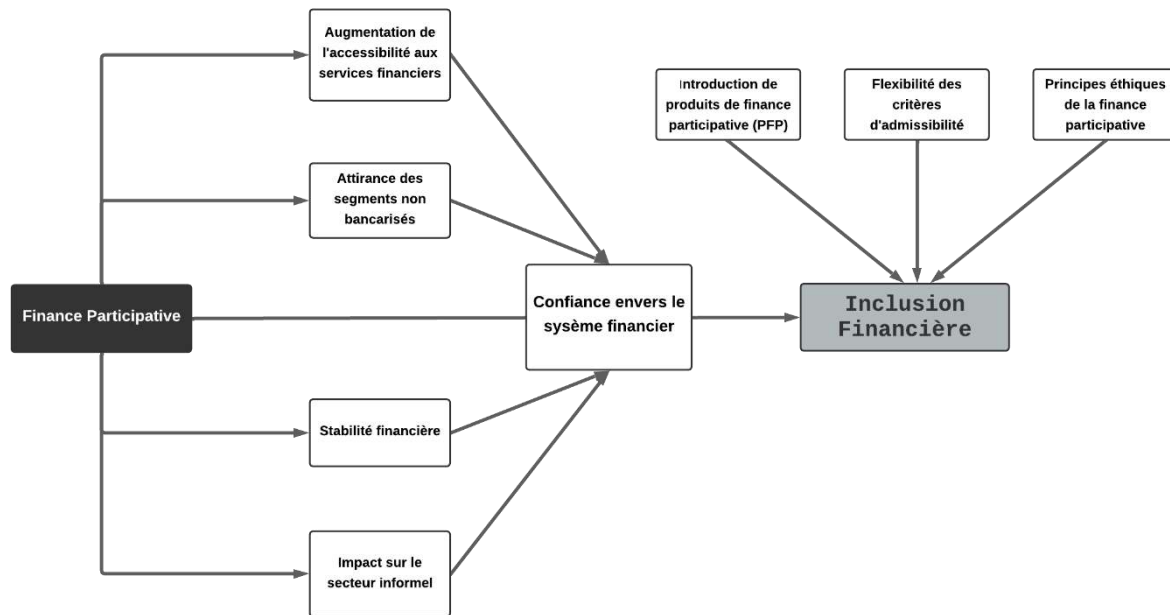
Source : Auteurs

En conclusion, la finance participative offre une voie prometteuse pour accroître l'inclusion financière, mais elle nécessite une mise en œuvre réfléchie pour s'assurer que ses avantages sont pleinement réalisés tout en évitant les effets secondaires non désirés.

Suite aux avancées théoriques présentées dans la partie revue de littérature, il est clairement apparu que l'inclusion financière joue un rôle central dans le développement économique et social des nations. L'inclusion financière, définie comme l'accès universel à des services financiers abordables, est un objectif primordial pour impulser la croissance économique, diminuer les inégalités et encourager la prospérité sociale. La finance participative, avec ses principes intrinsèques basés sur la justice, la transparence et l'éthique, présente un potentiel remarquable pour améliorer cet accès, en particulier dans les régions où une certaine méfiance à l'égard des systèmes financiers conventionnels est palpable. Dans cette section, nous élaborons un modèle conceptuel mettant en lumière les relations potentielles entre les

caractéristiques de la finance participative et l'inclusion financière. Ce modèle sert de base pour formuler des hypothèses susceptibles d'être évaluées empiriquement lors d'études ultérieures.

Figure 1. Modèle conceptuel



Source : Auteurs

Après avoir élaboré notre modèle conceptuel, plusieurs relations émergent, suggérant des interactions possibles entre la finance participative et les composantes de l'inclusion financière.

4. Conclusion :

La revue de littérature a mis en exergue plusieurs relations intrinsèques entre la finance participative et l'inclusion financière. Il est ressorti que la finance participative, grâce à ses principes éthiques et sa flexibilité, offre une alternative viable pour combler le déficit d'inclusion financière. Les études examinées ont montré que l'accessibilité aux services financiers s'accroît grâce à la finance participative, et que cela pourrait potentiellement mener à une stabilité financière renforcée. Cependant, un aspect important à considérer est l'éventuel impact sur le secteur informel, qui pourrait voir sa taille réduite au profit du secteur formel.

L'inclusion financière, essentielle pour le développement économique durable, est influencée par des facteurs divers. Guérineau & Jacolin (2014) identifient trois catégories principales : facteurs d'offre, de demande et institutionnels. Abbes (2022) souligne l'importance de caractéristiques socio-économiques telles que le genre, l'âge, l'éducation, le niveau de vie et le statut d'emploi. Sanderson et al. (2018) ajoutent que l'âge, l'éducation, la littératie financière, le revenu et la connectivité Internet favorisent l'inclusion financière, tandis que les exigences documentaires et la distance aux services financiers ont un impact négatif. Zins & Weill (2016) confirment l'influence du sexe, de la richesse, de l'éducation et de l'âge. Ces études montrent que l'inclusion financière est façonnée par un mélange complexe de facteurs, nécessitant une approche holistique pour développer des politiques efficaces.

La finance participative, ancrée dans les principes de la Charia, se caractérise par sa diversité et sa complexité, incluant la conformité religieuse et des aspects sociaux et environnementaux. Elle englobe des dimensions telles que la conformité à la Charia, la transparence et l'équité, divers types de contrats financiers, le partage des risques, la réglementation et la surveillance,

l'éducation financière, l'innovation dans les produits, l'impact social et environnemental, et le rôle dans l'accroissement de l'inclusion financière. Ces multiples facettes contribuent à l'efficacité, à l'équité et à l'inclusivité de la finance participative.

La finance participative, s'appuyant sur les principes de la Shari'ah, émerge comme un mécanisme clé pour améliorer l'inclusion financière, particulièrement dans les régions où les services financiers conventionnels ne répondent pas aux besoins de tous. Cette relation entre la finance participative et l'inclusion financière est particulièrement pertinente dans le contexte marocain, où elle a déjà montré son efficacité, notamment dans le secteur de l'immobilier. L'importance de l'éducation financière pour renforcer l'inclusion financière est également soulignée, tout comme le rôle croissant de la Fintech et du Crowdfunding, qui ouvrent de nouvelles voies pour l'accès aux services financiers. Par ailleurs, les perceptions et l'adoption de la finance participative au Maroc révèlent une tendance à la diversification des services financiers conformes aux valeurs traditionnelles et religieuses.

L'inclusion financière des petites et moyennes entreprises (PME) est essentielle pour stimuler la diversification et la croissance économique, avec des initiatives visant à améliorer leur accès au financement. Dans différentes régions, y compris la région MENA, la finance participative présente des opportunités pour le développement des PME, bien que des défis subsistent, notamment en ce qui concerne la bancarisation et l'intégration du secteur informel.

En somme, la finance participative a un impact significatif sur l'inclusion financière, tant au niveau individuel que pour les PME. Elle offre de nouvelles perspectives pour l'accessibilité financière, tout en respectant les valeurs culturelles et religieuses, et en contribuant au développement économique global.

Comme toute recherche, celle-ci n'est pas exempte de limites. Les études examinées se concentrent principalement sur des régions ou pays spécifiques, ce qui peut ne pas refléter la situation globale. De plus, la dynamique complexe entre finance participative et inclusion financière nécessite des analyses longitudinales pour capturer les effets à long terme. Pour l'avenir, il serait intéressant d'élargir cette recherche à d'autres régions et de comprendre comment les innovations technologiques, telles que la fintech, peuvent s'intégrer dans ce panorama.

Théoriquement, cette recherche ajoute à la littérature existante en approfondissant la compréhension des liens entre finance participative et inclusion financière. Elle propose également un modèle conceptuel qui pourrait servir de base à de futures études empiriques. Sur le plan pratique, les résultats pourraient guider les décideurs politiques et les acteurs du secteur financier dans la conception de produits et services qui favorisent l'inclusion. Cela pourrait également encourager une plus grande collaboration entre les institutions financières traditionnelles et participatives, dans le but de créer un écosystème financier plus inclusif.

Références :

- (1). Aaminou, M. W., & Moutahaddib, A. (2017). Étude de l'exposition des Banques Islamiques Au Taux D'intérêt et de l'implication sur La Gestion Actif-Passif. *European Scientific Journal, ESJ*, 13.
- (2). Abbes, A. M. (2022). Les déterminants socio-économiques de l'inclusion financière dans les pays de la région MENA. *Les Cahiers Du Cread*, 38(1), 7–30.
- (3). Abderrahmane Lahlou. (2023, March). *La finance participative, outil d'inclusion et levier de développement*. Libération.
- (4). Abdessamad Issami. (2018, October). *L'inclusion financière via la finance participative s'opère*.

- (5). Achibane, M., & Cherkaoui, K. (2017). Problème de refinancement et de gestion des risques de la finance islamique: le cas du Maroc. *Revue Africaine de Management*, 2(2).
- (6). Ahmed, G. A. (2007). Participatory finance in Sudanese banking system: Perceptions on performance, obstacles and prospects. (*Doctoral Dissertation, Durham University*).
- (7). Ahmed, H. (2011). *Product development in Islamic banks*. Edinburgh University Press.
- (8). ALAOUI, I. M. (2021). Perceptions de la population vis-à-vis des banques participatives: Cas du Maroc: Population's perceptions towards participatory banks: Case of Morocco. *African Scientific Journal*, 3(9), 19.
- (9). Alliance for Financial Inclusion. (2010). *Mesurer l'inclusion financière pour les organismes régulateurs : Conception et réalisation d'enquêtes*.
- (10). Anas, E. (2011). Le Principe de partage des profits ou des pertes dans le cadre des banques Islamiques: Illustration modélisée des contrats de financement participatifs Moudaraba Et Moucharaka. *Global Journal of Management and Business Research*, 11(11).
- (11). Arunachalam, R. S., & Crentsil, G. L. (2020). Financial Inclusion in the Era of COVID-19. *An Online Participative Conference For Central Bankers, Ministries of Finance, Financial Sector Development & Financial Inclusion Professionals, Commercial & Microfinance Bankers, NBFIs, DFIs, MFIs, Consultants, FINTECH & RegTech Companies, Investors, Ins.*
- (12). Bank Al-Maghreb. (2022). *LOI N° 103-12 RELATIVE AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ORGANISMES ASSIMILES, TELLE QUE MODIFIEE ET COMPLETEE*.
- (13). Bank Al-Maghreb. (2023). *Inclusion financière*.
- (14). Banque mondiale. (2021). *Inclusion financière : L'inclusion financière est un facteur essentiel de réduction de la pauvreté et de promotion de la prospérité*.
- (15). Banque mondiale. (2023). *La Banque mondiale poursuit son appui aux réformes du Maroc pour l'inclusion financière et numérique*. COMMUNIQUÉS DE PRESSE.
- (16). Bar-Rhout, S. (2018). finance participative: Quels enjeux? *Les Eco Suppléments*, No. Edition Spéciale.
- (17). BELAHOUAOUI, R., & ATTAK, E. H. (2022). Essai d'analyse de la relation entre la pression fiscale et la conformité des contribuables: Revue de littérature. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 3(2-1).
- (18). BENSaid, S., & BENNIS, L. (2022). La Digitalisation: Un nouveau levier de développement de la finance islamique au Maroc? *Revue Internationale Des Sciences de Gestion*, 5(3).
- (19). Bitar, M., & Madiès, P. (2017). Les banques islamiques sont-elles si islamiques que cela? Conséquences en matière de fonds propres réglementaires. *Revue d'économie Financière*, 1, 287–312.
- (20). Chatti, M. A. (2010). Analyse comparative entre la finance islamique et le capitalrisque. *Etudes En Économie Islamique*, 4(1), 65–95.
- (21). Cherkaoui, A. (2016). La Finance Islamique au Maroc: L'Alternative Ethique. *Finance and Finance Internationale*, 442(5257), 1–19.
- (22). Chiadmi, M. (2017). La Finance durable et l'ISR au service d'une économie pérenne et responsable: Quelle dynamique au MAROC? *European Scientific Journal*, 13(31).

- (23). Cieply, S., & Le Nadant, A.-L. (2016). Le crowdfunding: modèle alternatif de financement ou généralisation du modèle de marché pour les start-up et les PME? *Revue d'économie Financière*, 2, 255–272.
- (24). Daoud, K. Ben. (2013). L'intermédiation financière participative des banques islamiques. *Les Cahiers de La Finance Islamique*, 5, 28–40.
- (25). Daud, S. N. M. (2023). Financial inclusion, economic growth and the role of digital technology. *Finance Research Letters*, 53, 103602.
- (26). DIALLO, B., & DRAMANI, L. (2023). Analyse des effets de l'inclusion financière sur la réduction de la pauvreté au Sénégal. *Alternatives Managériales Economiques*, 5(3), 622–640.
- (27). ELOUAHABI, T., & DAKKOUN, M. (2021). Marketing en finance islamique: La segmentation comme élément de différenciation: Cas des banques participatives. *Revue Internationale Des Sciences de Gestion*, 4(1).
- (28). Ezzahid, E., & Elouaourti, Z. (2021). Financial inclusion, mobile banking, informal finance and financial exclusion: micro-level evidence from Morocco. *International Journal of Social Economics*, 48(7), 1060–1086.
- (29). FARES, L. I. (2023). Financement participatif des petites et moyennes entreprises au Maroc: cadre juridique et défis. *Recherches et Applications En Finance Islamique (RAFI)*, 7(1), 1–20.
- (30). Guérineau, S., & Jacolin, L. (2014). L'inclusion financière en Afrique subsaharienne: faits stylisés et déterminants. *Revue d'économie Financière*, 4, 57–80.
- (31). houssain ATTAK, E. (2020). Spécificités et évolution récente de la fiscalité des produits participatifs au Maroc: perception des praticiens. *Recherches et Applications En Finance Islamique (RAFI)*, 4(2), 216–229.
- (32). Joffre, O., & Trabelsi, D. (2018). Le crowdfunding: concepts, réalités et perspectives. *Revue Française de Gestion*, 4, 69–83.
- (33). Kaabachi, S. (2012). Les facteurs d'adoption des services bancaires islamiques en Tunisie. *Management & Sciences Sociales*, 17, 105–121.
- (34). Kabikissa, F. J. D. (2020). L'incidence de l'inclusion financière sur la croissance économique au Congo. *Revue Congolaise de Gestion*, 1, 14–60.
- (35). Lajis, S. M. (2019). Fintech and risk-sharing: a catalyst for Islamic finance. *Islamic Finance, Risk-Sharing and Macroeconomic Stability*, 237–254.
- (36). Lakmiti, L. N., & Malainine, C. (2021). Le cadre réglementaire et institutionnel de la gouvernance des banques participatives au Maroc. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 2(2), 410–426.
- (37). MAP Business. (2023). *Casablanca à l'heure du Symposium de la finance participative*.
- (38). Mhamed, P. H. (2022). L'accessibilité au microcrédit et son impact sur les performances des petites et moyennes entreprises: une revue de littérature. *Actes Du Colloque International Coopération Université-Entreprise: D'une Recherche «sur» l'entreprise à Une Recherche «avec» l'entreprise.*, 235.
- (39). MINTA, K. D., & M'BAYE, C. K. (2023). L'Inclusion Financière Permet-elle de Réduire le Poids du Secteur Informel dans les Pays de l'UEMOA? Une Approche en Panel basée sur un Nouvel Indice. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 4(4).
- (40). NAJAB, A., & LAJFARI, K. (2022). L'inclusion financière par le paiement mobile à l'ère du COVID19: Perspectives de développement pour le contexte marocain. *Alternatives Managériales Economiques*, 4(2), 824–844.

- (41). Ndoye, A., Panagiotakopoulou, A., Shi, W., & Sydorenko, T. (2019). *L'inclusion financière des petites et moyennes entreprises au Moyen-Orient et en Asie centrale*.
- (42). No, W., & Hsueh 1, L. (2022). Comment un processus participatif avec une conception structurelle inclusive alloue les ressources vers les quartiers pauvres: le cas de la budgétisation participative à Séoul, en Corée du Sud. *Revue Internationale Des Sciences Administratives*, 88(3), 547–565.
- (43). Nouman, M., & Ullah, K. (2023). Constraints to Participatory Finance. In *Participatory Islamic Finance: Ideals, Contemporary Practices, and Innovations* (pp. 85–101). Springer.
- (44). NYA, M. T., OUSMAILA, D., & BITOMO, B. (2022). Institution de Microfinance (IMF) et décisions d'octroi des financements: Quels déterminants pour les crédits aux petites et moyennes entreprises (PME) au Cameroun. *Revue Internationale Des Sciences de Gestion*, 5(1).
- (45). Ouhab-Alathamneh, N. (2023). Inclusion financière et gestion des crises dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 4(4).
- (46). RHABRA, S., & GUERGUER, W. (2015). Le Crowdfunding au Maroc: Modèles existants et perspectives de développement. *Revue Economie, Gestion et Société*, 2.
- (47). Sanderson, A., Mutandwa, L., & Le Roux, P. (2018). A review of determinants of financial inclusion. *International Journal of Economics and Financial Issues*, 8(3), 1.
- (48). United Nations Capital Development Fund. (2006). *Building inclusive financial sectors for development*. United Nations Publications.
- (49). Yasmine, D., & Hadjer, M. (2022). *Crowdfunding, l'un des solutions de financement (Étude d'état des plateformes du crowdfunding Algériennes)*. *Crowdfunding, one of the financing solutions*.
- (50). Zins, A., & Weill, L. (2016). The determinants of financial inclusion in Africa. *Review of Development Finance*, 6(1), 46–57.